

Sup. ch. 183

N°. C. . X X X.

L'AMI DU PEUPLE.

O U

LE PUBLICISTE PARISIEN,

JOURNAL POLITIQUE ET IMPARTIAL,

Par M. MARAT (1), auteur de l'Offrande à la Patrie,
du Moniteur, et du Plan de Constitution, etc.

Vitam impendere vero.

Du Samedi 17 Avril 1790.

ASSEMBLÉE NATIONALE.

Séance du 15 Avril 1790.

Discussions sur les assignats. -- Réflexions de
l'Ami du peuple. -- Rétractation de nos députés
à l'hôtel-de-ville. -- Réflexions de l'Ami du
peuple. -- Protestations d'un Club de patriotes.
-- Quatrain adressé aux juges du châtelet.

Sur le rapport de M. l'abbé Grégoire, l'assem-
blée nationale a décrété, que les prévôts des
ports de mer n'étoient point compris dans la dis-

(1) J'avertis le lecteur, que celui qui imite
ma feuille, copie jusqu'à l'avertissement, par
lequel je prevenois le public de son escroquerie.

position du décret qui suspend la juridiction des prévôts dans tout le royaume, et qu'ils continueroient leurs fonctions.

La discussion a été reprise sur les assignats, matière importante à laquelle est attaché le sort actuel de l'état.

Le baron de Landenberg-Wagenbourg s'est montré le premier à la tribune. « La sévérité, » a-t-il dit, avec laquelle l'assemblée, dont l'autorité absolue et presque arbitraire, interdit » à ses membres »..... On ne lui a pas permis d'aller plus loin sans le rappeler à l'ordre. A la peine avec laquelle il s'y est soumis, et à la brièveté de son avis sur le fond, on a jugé qu'il vouloit bien moins discuter que provoquer l'assemblée, par des apostrophes peu mesurées. Il a conclu à ce que les assignats fussent libres dans leur circulation.

M. D'Aiguillon a pensé que l'émission de 400 millions d'assignats étoit insuffisante ; et que les ressources extraordinaires dont avoit besoin la nation se montant à 1200 millions, il ne falloit point adopter de moyens partiels, mais régénérer entièrement les finances.

Il examine ensuite si les assignats forcés ne seront pas nuisibles à la chose publique ; et, après avoir pesé les avantages et les inconvé-

niens, il penche pour les laisser dans une entière liberté.

M. le duc de la Rochefoucault a pensé, au contraire, que le cours des assignats devoit être forcé. Deux raisons motivent son opinion ; l'intérêt de l'individu qui ne seroit payé avec un billet qu'il ne pourroit faire servir à en payer d'autres, et l'intérêt politique qui veut que la circulation soit forcée.

L'archevêque d'Aix a été d'un avis contraire, et s'est opposé, sur-tout, à ce qu'on accordât aux assignats un intérêt qui seroit un nouveau motif de crainte.

L'abbé Marry, (d'heureuse mémoire,) a été de ce dernier avis.

La discussion a été continuée au lendemain.

Réflexions de l'Ami du peuple.

Quelle que soit la décision de l'assemblée, voici mon opinion. --- Ou l'on aura confiance dans les assignats, ou l'on n'y aura pas de confiance. Si l'on y a confiance, il est inutile de les forcer; il seroit même inutile de leur accorder un intérêt, car on les desirera, et le numéraire alors reparoîtra, parce qu'il n'y a pas de capitaliste qui ne préfère un papier sûr à une masse d'argent incommode à garder. --- Si l'on n'y

a pas de confiance, ils tomberont dans un discrédit d'autant plus funeste, qu'on sera tenu de les recevoir: ce sera le système de Law ressuscité. On enterrera encore plus profondément le numéraire, et notre ruine sera consommée. -- Je suis de l'avis de M. d'Aiguillon: qu'on leur laisse une entière liberté; la confiance peut s'acquérir, mais on ne la peut commander.

Rétractation de nos députés à l'hôtel-de-ville.

Le lecteur n'a pas oublié, sans doute, que le district de Saint-Roch ayant jugé à propos de rappeler de la commune et l'abbé Fauchet et ses autres mandataires, sur le fondement qu'au lieu de s'y occuper d'un plan de municipalité, ils s'attachoient à y perfectionner un plan d'aristocratie: l'abbé Fauchet et consors se cramponnant à la salle et s'accrochant aux bancs, ont soutenu qu'il n'étoit pas libre à des commettans de rappeler leurs commes. On n'a sans doute pas oublié également que, sur cette motion de l'abbé Fauchet, nos députés à l'hôtel-de-ville, singeant ridiculement l'assemblée nationale, ont décidé qu'ils étoient inséparables jusques après l'organisation de la municipalité. On se rappelle enfin, avec quelle vigueur j'ai relevé cette nouvelle incartade municipale, dans laquelle je n'ai

vu, avec les bons citoyens, qu'une prévarication criminelle, qu'une fureur de dominer. Nos indignes mandataires, étonnés du courage avec lequel je venois de dénoncer cette indécente entreprise sur les droits du peuple, effrayés de se trouver, pour la millieme fois, honnis, vilipendés aux yeux de la nation entiere, ont cherché à réparer cette impertinente gaucherie : en conséquence, ils viennent d'arrêter qu'ils sont dans l'intention de suivre le vœu de leurs commettans, et de donner leurs démissions.

Réflexions de l'Ami du peuple.

J'avois donc raison, indignes mandataires, quand je m'élevois contre l'infâme décision par laquelle vous vous étiez déclarés irrévocables, malgré les arrêtés qui vous révoquoient, qui vous rappelloient ; quand je vous ramenois aux principes et aux règles du mandat que vous fouliez aux pieds sans pudeur. Si je n'eusse pas pris en main le cause du peuple, si je ne lui eusse pas dévoilé vos sourdes menées, vos intrigues, vos cabales, pour l'enchaîner et régner sur lui, vous l'auriez rechargé des fers du despotisme. Vous ne vous étiez pas contenté de surpasser vos pouvoirs, de vous ériger en législateurs, pour nous vexer, nous opprimer ; vous aviez

poussé l'impudence et l'effronterie jusqu'à soutenir, jusqu'à décider même, que des commettans ne peuvent pas rappeler leurs commis : jusqu'où n'auriez-vous pas porté l'insolence et l'abus du pouvoir, si je ne me fusse pas élevé avec courage contre la funeste aristocratie à laquelle vous alliez nous soumettre ; chacun de nous alloit compter dans ses commis autant de despotes. Ma voix s'est fait entendre ; j'ai sonné le tocsin ; j'ai dénoncé à la nation cet acte outrageant du despotisme municipal. Vous avez tremblé, lâches ! et vous vous décidez enfin , hypocritement , à suivre le vœu de vos commettans. ... Eh bien , suivez-le donc ce vœu : le peuple vous l'a depuis long-temps manifesté par ma voix. Rappelez à l'hôtel-de-ville ces braves électeurs qui ont sauvé la patrie au péril de leurs vies dans les premiers jours du trouble et de l'alarme ; dans ces jours où vous vous teniez honteusement renfermés dans vos maisons, tandis que nous prenions la Bastille, et que ces dignes citoyens veilloient à la subsistance du peuple et à la sûreté publique. Rappelez ces braves électeurs, et déguerpissez tous de la commune, jusqu'à vos commis. Faites place nette ; rendez-vous chacun dans vos districts ; et, avec vos démissions, déposez-y le compte de votre

administration ; payez en reliquat.... et je croirai alors à votre intention de suivre le vœu de vos commettans.

Protestations d'un CLUB de Patriotes.

On me prie d'insérer dans ma feuille la protestation suivante, que j'ai trouvé digne de figurer dans les annales d'un peuple esclave devenu libre.

» Nous nous joignons de cœur et d'esprit à tous les vrais Français, à tous les amis de la révolution et de la liberté : mais nous protestons de n'offrir aucun don patriotique avant que la dette de la nation en soit constatée au vrai ; avant que tous les LIVRES ROUGES possibles ne soient connus et décartonnés ; avant que le registre DES DÉCISIONS et autres semblables ne soient livrés aux représentans de la nation, pour qu'ils fassent connoître au peuple les hideuses déprédations ministérielles, parce que nous ne voulons plus payer ni FANFARONS DE VICES, ni faiseuses de bouillie, ni endormeuses de BAMBINS, qui s'endormiroient bien sans elles, ni perruquiers de petites princesses, qui n'ont jamais eu de cheveux, ni mignons, ni mignones, pour ne pas dire pis, ni princes assassins, ni contre-révolutionnaires, etc. etc. avec

cordon , calotte , simarre , ou épée. Enfin , nous voulons avoir la certitude , avant que de donner notre argent , qu'il sera employé , non à stipendier des tyrans , mais à établir la liberté. C'est notre dernier mot , que deux ou trois millions de baïonnettes pourroient soutenir en cas de besoin , attendu que c'est la cause de la nation. »

» Signé SINTISE , secrétaire d'un club de patriotes. »

Quatrain adressé aux Juges du Châtelet.

» O vous , qui lavez Broglie , Augeard ,
 » Qui lavez Bésénval , qui laveriez la peste ,
 » Vous êtes le papier brouillard ,
 » Vous enlevez la tache , et la tache vous reste. »

Par un Ennemi déclaré des prévarications
 et de l'injustice.

De l'Imprimerie de M A R A T.